



Sommaire

❖ *Zoom sur l'invasion russe en Ukraine*

- Secteur du transport p 2
- Secteur de l'énergie..... p 2
- Autres secteurs..... p 7

❖ *Autres faits saillants*..... p 7

- Pologne..... p 7
- Hongrie..... p 12
- République tchèque..... p 14
- Slovaquie..... p 17
- Lituanie..... p 20
- Lettonie..... p 21
- Estonie..... p 22

❖ *Calendrier*..... p 25

Zoom – invasion russe en Ukraine

Conférence à Varsovie les 15-16 février

L'organisateur ukrainien d'expositions Premier Expo, en coopération avec les ministères et les collectivités locales d'Ukraine, organise les 15-16 février à Varsovie le forum [ReBuild Ukraine 2023](#)

Secteur du transport

Intensification du fret ferroviaire Ukraine-Lituanie via la Pologne

LTG Cargo (filiale fret de la société ferroviaire lituanienne LTG) a signé un accord avec PKP Cargo (homologue polonais) pour accélérer le transit de marchandises d'Ukraine jusqu'en Lituanie, via la Pologne. Avec cet accord, LTG planifie 3 à 4 trajets par semaine, soit un total de 140 trains en circulation au cours de l'année 2023.

LTG Cargo est chargée de fournir la flotte de wagons pour écartements européens et russes, de réaliser les déclarations en douane, et de fournir les services fret (transbordement, expédition, ...) en Ukraine et en Lituanie, PKP Cargo transportera les marchandises sur le territoire polonais.

Sur les 11 premiers mois de l'année 2022, près de 73 000t de production agricole ukrainienne ont transité par les lignes ferroviaires polonaises pour atteindre la Lituanie et son port de Klaipėda. En sens inverse, 104 000t de pétrole et produits pétroliers ont été transportés vers l'Ukraine.

Fin du transport de produits russes par les opérateurs ferroviaires publics estoniens.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, la compagnie ferroviaire publique *Operail* ne transporte plus le moindre produit d'origine russe ou biélorusse. En revanche, des transporteurs lettons peuvent continuer à transporter ces produits sur les lignes estoniennes. Ceux-ci doivent toutefois composer avec les opérateurs privés estoniens, puisque la loi estonienne impose l'usage de la langue estonienne pour le transport de fret ferroviaire. Les entreprises privées estoniennes n'ont reçu aucune interdiction formelle d'opérer avec des produits d'origine russe mais s'exposent à des critiques médiatiques fortes en le faisant.

Secteur de l'énergie

L'Estonie renforce l'autonomie de ses centrales aux schistes

Le gouvernement estonien a annoncé un plan pour le bon fonctionnement du système de refroidissement des centrales à schistes bitumineux de Narva, indépendamment du risque russe. Jusqu'ici la Russie avait la possibilité de déséquilibrer le fonctionnement des centrales à schistes bitumineux sur la rivière Narva, en diminuant la quantité d'eau disponible pour leur refroidissement. Le plan devrait permettre aux centrales de continuer à opérer à un niveau satisfaisant, même en cas de matérialisation du risque russe.

L'ensemble des acteurs estoniens observent avec prudence la baisse des prix de l'énergie depuis la fin du mois de décembre, en dépit de la vague de froid connue début janvier. Le prix du gaz devrait continuer à diminuer en février, atteignant 1,25€/m³ (contre 1,75€ aujourd'hui) chez Eesti Gaas et Eesti Energia. Il s'agit du prix le plus faible depuis mars 2022. L'impact sera immédiat sur la facture des ménages, ceux-ci ayant majoritairement des contrats à prix flexibles (revus mois par mois). Dans le même temps, Eesti Energia considère désormais « hautement probable » de voir des problèmes d'approvisionnement survenir d'ici à la fin de l'hiver.

Baisse record de la consommation énergétique

En **Hongrie** la consommation de gaz a diminué de 41% en octobre par rapport à l'année 2021, pour atteindre 5,8 TWh. Entre septembre et mi-décembre, la consommation de gaz a diminué de 25% et les industriels et résidents ont économisé 600 Mm³ sur cette période. Outre l'automne assez doux, la hausse du prix du gaz pour les gros consommateurs est la principale cause.

En **République tchèque**, depuis le mois d'octobre la consommation de gaz a diminué de 21% par rapport à 2021 (et de 19,5% par rapport à la moyenne des trois années précédentes), soit une économie de 600 Mm³. Au 5 janvier les réservoirs de stockage étaient remplis à 86% de leur capacité, soit environ 3 Mds m³ de gaz et près du double des réserves à la même date en 2021.

Soutien et plafonnement des prix de l'énergie dans la région

En **Pologne**, le président de la République a signé ce 20 décembre la loi sur le plafonnement à 200 PLN/MWh (40€) du prix du gaz en 2023 pour les ménages et les institutions d'utilité publique, avec compensation pour les vendeurs et distributeurs de gaz. Les tarifs d'acheminement ont également été plafonnés au niveau du dernier tarif applicable en 2022. Le coût de la mesure est estimé à 29 Mds PLN (6 Mds€) sur 2023.

La loi prévoit également, suite à l'expiration de la TVA à 0% au 31 décembre 2022, une restitution ciblée de TVA sur le gaz en 2023 pour les ménages dont la principale source de chauffage est le gaz et dont le revenu par personne est inférieur à 2100 PLN (450€) bruts pour les foyers d'une personne et 1500 PLN (320€) bruts pour les foyers de plusieurs personnes. Le nombre estimé de bénéficiaires s'élève à 300 000 et le coût à 1 Md PLN (0,2 Md€) en 2023. Selon la loi, les revenus des sociétés d'extraction de gaz (en pratique, la société publique PGNiG) seront limités.

En **Lituanie**, le gouvernement a approuvé l'augmentation des subventions aux ménages sur les prix de l'électricité et du gaz, une nouvelle mesure qui sera effective pour le 1^{er} semestre 2023. Concrètement, ce nouveau programme prévoit de couvrir jusqu'à 0,28€/kWh d'électricité et 0,99€/m³ de gaz, contre respectivement 0,09 et 0,54€ actuellement. Le seuil en dessous duquel le coût de l'électricité ne sera pas subventionné a également été fixé à 0,28€/kWh. Selon la consommation des ménages, cela pourrait coûter à l'Etat environ 530 M€ dont plus de 330 M€ pour l'électricité et près de 200 M€ pour le gaz.

En **Lettonie**, les tarifs gaz de *Latvijas gāze* diminuent pour les ménages à consommation élevée, mais augmentent pour les ménages à faible consommation. Ainsi, ceux consommant entre 250 et 500 m³ de gaz par an et ceux consommant entre 500 et 25 000 m³ auront des baisses de tarifs de respectivement 31,1% et 23,8%. En revanche, le tarif commercial augmentera de 11% pour les ménages avec une consommation inférieure à 250 m³. A noter que la partie fixe du paiement pour le service de distribution de gaz va également augmenter.

En **Tchéquie**, le gouvernement a approuvé par décret les paramètres 2023 du régime de compensation des fournisseurs d'électricité et de gaz pour les prix plafonnés de l'énergie. Selon le Premier ministre Petr Fiala, les règles d'indemnisation, dont le coût total est évalué à 8,3 Mds€ (sur la base d'un prix annuel moyen de 350€/MWh pour l'électricité sur le marché au comptant et de 120€/MWh pour le gaz), garantiront la couverture des coûts des fournisseurs tout en évitant le risque de prise en charge par l'Etat d'éventuels achats spéculatifs.

La Tchéquie élargit l'application des conditions tarifaires aux grandes entreprises et sécurise ses bénéficiaires

Le gouvernement a décidé d'étendre aux ETI et aux grandes entreprises, dans les mêmes conditions tarifaires que pour les ménages et PME, le bénéfice du plafonnement du prix de l'énergie, pour un coût budgétaire supplémentaire estimé à 1,6 Md€ en 2023. Ces entreprises paieront ainsi à partir du 1^{er} janvier 2023, hors TVA et hors frais de distribution, 5 000 CZK/MWh

(204€) pour l'électricité et 2 500 CZK/MWh (102€) pour le gaz, dans la limite de 80% de la consommation mensuelle la plus élevée des cinq dernières années. Ce dispositif de soutien, bien accueilli par les représentants de l'industrie, s'ajoute au programme d'aide aux entreprises de 1,2 Md€ annoncé en octobre au titre des surcoûts énergétiques supportés en 2022.

Plus d'informations à trouver sur le site internet du Service économique de Prague

[Notes thématiques - RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | Direction générale du Trésor \(economie.gouv.fr\)](#)

Le gouvernement a également interdit à partir du 1^{er} janvier 2023 les offres de fourniture d'énergie au prix du marché spot aux nouveaux clients résidentiels qui ne disposent pas d'un comptage continu de la consommation d'électricité ou de gaz. Cette interdiction s'explique par l'incertitude quant aux fluctuations des prix et l'imprévision de ces coûts qui se répercuteraient sur le budget de l'Etat sous la forme du plafonnement du prix de l'énergie.

Outre la composante marchande, le gouvernement a enfin décidé de plafonner la composante réglementée des prix de l'énergie (i.e. la partie du prix qui finance les coûts de transport et de distribution de l'énergie), afin d'empêcher que la hausse des prix de gros de l'électricité et du gaz sur le marché de l'énergie ne se répercute sur le coût de distribution de l'énergie. Le ministère de l'Industrie et du Commerce estime le coût de cette mesure à 22,6 Mds CZK (940 M €).

Compensation des prix élevés de l'énergie pour les entreprises

En **Slovaquie**, le ministère de l'Economie a lancé début décembre le programme de compensation pour les prix élevés de l'électricité et du gaz subis par les entreprises. Il s'agit de rembourser 80% du prix du gaz au-delà de 99€/MWh et de l'électricité au-delà de 199€/MWh. 19 280 entreprises ont demandé cette compensation en 2022 pour un montant total de 107 M€, le ministère de l'Economie ayant alloué 360 M€ à ce programme.

En **Hongrie**, 205 Mds HUF (518 M€) du Fonds de subventions énergétiques ont déjà été décaissés. 41 Mds HUF (103 M€) sont allés aux entreprises de transport, de gestion des déchets et des eaux. 93 Mds HUF (235 M€) ont été affectés aux entreprises de chauffage urbain et 71 Mds HUF (179 M€) à l'entreprise publique énergétique MVM pour couvrir une partie de ses pertes. MVM a ensuite annoncé une augmentation de capital de 41 Mds HUF (103 M€) de la part de l'Etat, ce qui porte le capital total de l'entreprise publique à 808 Mds HUF (2 Mds€).

En **Lituanie**, le Centre national des fonctions générales (NBFC), sous l'autorité du gouvernement, a transféré près de 30 M€ aux entreprises énergivores dont les activités ont été particulièrement touchées par la hausse des prix de l'électricité. Au total, sur 1406 dossiers, 1283 entreprises ont obtenu les subventions prévues par le ministère de l'Économie et de l'Innovation. Les demandes pouvaient être présentées par les entreprises figurant sur la liste des secteurs fortement touchés, exerçant des activités réelles, n'ayant pas ou ayant mis fin à leurs obligations commerciales avec des entités physiques et morales russes ou biélorusses avant le 31 août et, enfin, ayant soumis toutes les déclarations fiscales nécessaires à la VMI, inspection nationale des impôts lituanienne.

En **Pologne**, le gouvernement a adopté début janvier le programme de soutien d'une valeur de 5 Md PLN (1,1 Md€) destiné aux entreprises à forte intensité énergétique. Ce programme a été approuvé par la Commission Européenne.

Ajustement des charges portées par les bénéficiaires

En **Lettonie**, sur proposition du Ministère de l'Economie, le gouvernement a décidé que la « composante obligatoire d'achat », écotaxe comprise dans le prix de l'électricité, ne serait plus facturée aux consommateurs finaux, ménages et entreprises, mais prise en charge par l'Etat.

En **Pologne**, la taxe EnR (qui finance le soutien au développement des EnR) incluse dans la facture d'électricité sera de 0 PLN/MWh en 2023 contre 0,9 PLN/MWh (0,17 €/MWh) en 2022.

Nouvelles taxations sur les énergies fossiles

En **Slovaquie**, les députés ont approuvé le 22 décembre la loi sur le transit de gaz. L'impôt s'élève à 6 000 €/km et concerne principalement la société semi-publique *Eustream* contrôlée par le groupe tchèque EPH. L'impact positif sur les finances publiques est évalué à hauteur de 100 M€. Selon les estimations d'*Eustream*, le nouvel impôt devrait diminuer son profit de moitié. Début janvier, la présidente de la République a usé de son droit de veto. Pour le contourner, les députés doivent désormais approuver la loi à la majorité absolue des députés (76 députés de 150).

La contribution de solidarité des entreprises de combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon et raffinage) a aussi été approuvée fin décembre, sur proposition du ministère des Finances. Son taux, envisagé à 70% par le ministère, a été réduit à 55% dans un compromis avec le parlement. Elle devrait rapporter 130 M€ plutôt que les 525 M€ initialement visés par le ministère. Elle s'applique durant un an et touche surtout la raffinerie *Slovnaft* (groupe hongrois MOL).

La **Hongrie** a demandé à la Commission d'intervenir auprès de la Croatie après l'annonce d'une hausse de 150% des frais de transit pour le pétrole transporté via l'oléoduc *Adria* entre la façade maritime croate et la Hongrie. Le ministre hongrois des Affaires étrangères reproche à la Croatie de tirer avantage d'une situation monopolistique [NDR : la Hongrie n'a pas d'accès direct à la mer]. Il demande également à la Commission de faire pression afin que la Croatie augmente les capacités de ses gazoducs et pipelines.

Le gouvernement hongrois a publié un décret en décembre qui porte le taux de la taxe énergétique, dite « Robin des bois », à 41% à partir du 1^{er} janvier 2023, contre 31% auparavant.

En **Pologne**, les modalités de calcul pour le surprofit sera précisé par un décret, mais ne pourra excéder 540 PLN/MWh (115€/MWh).

Renforcement de la coopération avec les pays tiers

En **Hongrie**, le Premier ministre a rappelé lors de son allocution de Noël que le pays s'efforçait de réduire sa dépendance aux importations énergétiques, ainsi que sa consommation de gaz. Viktor Orbán voit l'énergie comme un domaine important de coopération avec les autres pays du groupe de Visegrád et a salué les récents projets avec l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Roumanie et la Slovaquie, lesquels permettront de réduire la dépendance hongroise.

Des négociations ont débuté au niveau technique et commercial avec Oman en vue d'importer du pétrole brut et du gaz naturel : un comité économique bilatéral sera bientôt opérationnel et Oman devrait ouvrir une ambassade en Hongrie. L'entreprise pétrolière hongroise MOL et son homologue omanaise avaient déjà établi un partenariat stratégique ces derniers mois.

Lors d'une visite à Doha de son ministre des Affaires étrangères, la Hongrie a signé un accord politique qui ouvre la voie à des pourparlers entre le groupe MVM et Qatar Energy pour l'achat de gaz naturel liquéfié qatari. Le Qatar possède les 3^{èmes} réserves mondiales et est le 2^{ème} exportateur mondial. La Hongrie envisage de recevoir ses premières livraisons de gaz qatari d'ici trois ans, si la Croatie augmente les capacités de son terminal gazier.

Interconnexions énergétiques

En **Hongrie**, le Premier ministre a inauguré la ligne électrique Cirkovce-Pince, deux localités de Slovaquie à proximité de la frontière hongroise. Cette ligne s'intègre dans la nouvelle connexion électrique Slovaquie-Hongrie-Croatie. En présence de son homologue slovaque, il s'est félicité de l'intensification des liens économiques et énergétiques avec les pays de l'ancienne Yougoslavie, dont la Hongrie avait été coupée pendant des décennies. La Slovaquie était le seul pays voisin de la Hongrie avec lequel le réseau électrique n'était pas relié. Les deux pays envisagent de relier leurs réseaux gaziers mais des désaccords subsistent sur les capacités du nouveau gazoduc, la Hongrie visant au moins 2 Mds m³.

La société hongroise de transport de gaz FGSZ s'est engagée à entamer des négociations avec ses homologues bulgares, grecques et roumaines sur le projet de connexion gazière entre Grèce et Hongrie. L'accord prévoit 3 ans de négociations et pourra être renouvelé pour une 4^{ème} année.

La Hongrie a signé un accord avec l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Roumanie pour importer de l'électricité verte depuis le premier de ces pays grâce à des câbles sous-marins placés sous la Mer Noire sur une distance de 1000 km. Les chefs d'Etat des pays cités étaient à Bucarest pour la signature de l'accord, en présence de la Présidente de la Commission Européenne.

Les travaux d'amélioration de la capacité d'interconnexion gazière **Lettonie-Lituanie** ont été achevés le 8 décembre. La capacité de transit vers la Lettonie a été augmentée de 60 GWh/jour à 90 GWh/jour, grâce au développement de la station de mesure de Kiemenai. Cela renforce la sécurité énergétique de la région balte.

Subventions municipales face à la hausse des prix à Budapest

Plus de 10 000 habitants de Budapest ont profité de la subvention offerte par la ville depuis octobre pour couvrir les frais énergétiques (gaz électricité, eau et chauffage urbain). Le montant de la subvention est de 24 000 HUF (60€) ou 48 000 HUF (120€) par an selon le niveau de revenus.

Levée du plafonnement du prix de l'essence en Hongrie

De pénuries importantes en essence et diesel ont été constatées courant décembre. En premier lieu, l'offre a été réduite de moitié pendant les travaux de maintenance de la raffinerie de Százhalombatta et ceux-ci ont été rallongés de quelques jours en raison d'un incident technique. En outre, les dommages de l'oléoduc *Druzhba* ont réduit l'approvisionnement en brut. Enfin, le plafonnement des prix de l'essence et du diesel [NDR : à 480 HUF (1,21€) – mesure en vigueur depuis le 15 novembre 2021 pour une durée originelle de 3 mois, prorogé sans cesse depuis lors], a dissuadé les autres fournisseurs d'alimenter le marché hongrois, tout en soutenant une demande élevée (environ le double par rapport à la même période l'année dernière).

Ainsi, le groupe pétrolier hongrois MOL s'est déclaré incapable pendant 3 semaines de ravitailler en carburant 500 stations sur les 2000 que compte le pays. Face aux pénuries et à l'inquiétude grandissante, le PDG de MOL s'est fait plus insistant pour appeler à la fin au plafonnement. Le gouvernement a finalement supprimé le 6 décembre la mesure, censée durer jusque fin 2022. Le prix de l'essence est ainsi passé instantanément à 617 HUF (1,54€) et le diesel à 681 HUF (1,70€).

Le gouvernement a justifié sa décision de mettre fin au plafonnement des prix de l'essence par l'entrée en vigueur de l'embargo européen sur le pétrole russe [NDR : plus précisément le plafonnement du prix de l'essence importé de Russie par voie maritime à 60 USD]. La Commission a fait valoir que l'embargo ne visait que les importations par voie maritime et ne concernaient donc pas la Hongrie, et qu'elle était utilisée comme « bouc-émissaire ».

Immédiatement après avoir supprimé le plafonnement des prix, le gouvernement a augmenté le taux de la taxe de raffinage sur les surprofits appliqué à MOL. Cette surtaxe est basée sur la marge que le groupe réalise sur l'achat de pétrole brut russe à bas prix, qu'il revend au tarif du Brent (spread Oural-Brent). Instaurée initialement en juin à un taux de 25%, la taxe a été portée à 40%, puis 95% en décembre. D'après les analystes, cette mesure devrait rapporter de 120 à 130 Mds HUF (301 M à 326 M€). Le groupe pourrait payer un peu plus de 470 Mds HUF (1,2 Mds€) de taxe sur les surprofits (sous hypothèse de la production de 50 M de barils et d'un spread de 25 USD par baril, avec un taux de change USD/HUF à 391).

Le gouvernement a commencé le décaissement de la subvention de 20 HUF (5 cts€) par litre promise aux stations-service indépendantes à partir du mois de mars afin de faire face au plafonnement des prix de l'essence. 467 indépendants ont perçu 6,2 Mds HUF (16 M€) au titre de la période juillet-septembre. Au total 17,2 Mds HUF (43 M€) d'aides ont été accordés à 554 entreprises.

Hydrogène vert

En **Lituanie**, le futur du pays en termes de production énergétique pourrait passer par l'H2 vert. Le responsable innovation du ministère de l'Energie explique ainsi qu'il serait judicieux d'investir dans la production de cette source d'énergie prometteuse, pour un montant qui pourrait dépasser 400 M€ d'ici 2030.

Plusieurs acteurs privés s'intéressent aux perspectives de l'hydrogène vert. *European Energy*, société danoise d'EnR, prévoit d'investir plus de 1,6 Md€ en Lituanie d'ici 2025, un montant dédié en partie à la construction d'une usine convertissant les énergies renouvelables en hydrogène vert, e-méthanol ou ammoniac ainsi qu'à la mise en place d'un projet de parcs éoliens et solaires d'une capacité totale de plus de 1800 MW. *Achema*, fabricant lituanien d'engrais azotés, a également pour objectif d'investir environ 2 Mds€ sur les 10-15 prochaines années afin de transformer sa production en chimie verte. Cet investissement s'inscrit dans une stratégie de décarbonation de long terme, conforme aux objectifs de l'UE pour réduire la pollution du secteur de l'industrie. Désigné par le ministère des Finances comme l'entreprise industrielle la plus polluante du pays, l'usine du groupe basée à Jovana a déjà reçu 144 M€ de soutien européen et national pour entamer sa production d'hydrogène vert.

Au total, le programme d'investissement de l'UE pour 2021-2027 prévoit d'investir 309 M€ en Lituanie à partir du Fonds pour une transformation juste (JTF) et de fonds nationaux.

Autres

La **République tchèque** a accueilli en 2022 plus de 473 200 réfugiés ukrainiens, soit le plus grand nombre par habitant dans l'UE (3 646 / 100 000 habitants), dont 115 000 ont un emploi. Les autorisations de séjour (statut de protection temporaire) ont été prolongées jusqu'en avril 2024. Le gouvernement a également prolongé jusqu'au 31 mars 2023 la contribution solidaire pour le logement des réfugiés par les ménages tchèques. Les nouveaux paramètres de cette contribution sont en discussion. Selon le ministère des Finances, le coût des aides aux réfugiés était de 18,6 Mds CZK (0,76 Md€) en 2022, inférieur aux prévisions (25 Mds CZK).

En **Estonie**, le gouvernement continue de soutenir la reconstruction et l'activité en Ukraine, tout particulièrement dans l'Oblast de Zhytomyr. Ainsi, la ville de Tallinn a offert 20 bus à l'oblast afin d'assurer les liaisons régionales. Ces bus ont été demandés par les autorités ukrainiennes, le réseau de tram ne fonctionnant plus en raison des coupures sur le réseau électrique. Outre ces bus, la ville de Tallinn a expédié du matériel médical et plusieurs générateurs électriques.

Autres faits saillants

Pologne

Nominations

Fin novembre Tomasz Stępień a démissionné du poste de président de la société Gaz-System. Il a été remplacé par Marcin Chłodziński, ancien président de la société KGHM.

Energie

- gaz et pétrole

En décembre, l'Office de la régulation de l'énergie a approuvé trois tarifs du gaz pour 2023 - le tarif de transport pour Gaz System (qui augmentera de 11%), le tarif de distribution pour Polska Spółka Gazownictwa (qui augmentera de 21%) et le tarif de vente pour PGNiG Obrót. Ce dernier s'élèvera à 649,92 PLN/MWh et restera en vigueur jusqu'au 31 mars 2023. Néanmoins, suite au

plafonnement, les ménages paieront le même prix net pour le gaz qu'en 2022 (200 PLN/MWh). Les tarifs bruts à partir du 1er janvier n'augmenteront que de 23 % de TVA.

Conformément au règlement publié fin décembre, à partir du 1^{er} janvier, la raffinerie de Gdansk et Unimot figureront sur la liste des entités soumises à une protection spéciale. Le règlement exclut la possibilité d'une cession incontrôlée des parts de Rafineria Gdansk par Saudi Aramco et de changements stratégiques dans l'actionnariat d'Unimot. Une entité qui aurait l'intention d'acquérir ou de réaliser une participation importante ou d'acquérir une position dominante est tenue de notifier son intention à l'autorité de contrôle.

Fin novembre, le gazoduc Baltic Pipe a atteint sa capacité totale de transport vers la Pologne de 10 Mds m³/an. C'est le résultat de la mise en service par Energinet d'une station de compression de gaz au Danemark.

- charbon

Le 22 décembre, des représentants du Ministres des Actifs Publics, des entreprises énergétiques et des syndicats ont signé un accord social sur la transformation du secteur de l'électricité et de l'industrie minière du lignite, y compris la séparation des actifs de production et d'exploitation du charbon des entreprises publiques. L'accord est une condition à la création de l'Agence nationale pour la sécurité énergétique (NABE), qui concentrera les actifs charbonniers des entreprises publiques. La création de NABE est prévue pour la fin du premier trimestre 2023.

- électricité et chaleur

Fin décembre, l'Office de régulation de l'énergie (URE) a approuvé les tarifs des principales sociétés énergétiques. Les tarifs pour les ménages vont augmenter en moyenne d'environ 45% pour la composante acheminement et d'environ 167% pour l'électricité. Le tarif moyen validé pour l'électricité pour les ménages dans le groupe tarifaire le plus populaire s'élèvera à 1116 PLN/MWh (238 €). Comme les tarifs pour les ménages ont été plafonnés, les nouveaux tarifs ne vont s'appliquer que pour le calcul de compensation pour les sociétés énergétiques (les tarifs pour la distribution ont été plafonnés uniquement dans certaines limites de consommation au-dessus desquelles vont s'appliquer les tarifs validés par URE). Par contre, le retour de la TVA et de droits d'accise à 23% sera directement ressenti.

Le groupe public d'énergie polonais PGE a informé avoir racheté 100% de PKPE Holding, qui contrôle, entre autres, PKP Energetyka, pour un montant de 1,913 Mds PLN (env. 408 M€). La société PKP Energetyka avait été vendue au fonds américain CVC Partners en septembre 2015, à l'époque du gouvernement PO. Depuis le début de son mandat, le PiS tente de récupérer l'entreprise qui assure la distribution annuelle de 4 TWh d'électricité, principalement aux compagnies ferroviaires. Le Premier ministre a salué cette décision « comme étant bonne sur le plan économique » ainsi que « le retour des entreprises stratégiques sous le contrôle du Trésor public, engagement du gouvernement PiS au bénéfice des familles polonaises ».

Le 6 décembre est entrée en vigueur la modification de la loi énergétique, supprimant l'obligation de vendre l'électricité sur la bourse d'énergie (TGE).

- hydrogène

La première « Académie de l'hydrogène » pour les étudiants ouvrira ses portes en Pologne en mars 2023. L'objectif du programme réalisé dans le cadre du Groupe Orlen est la formation des ingénieurs spécialisés en développement et maîtrise des chaînes de valorisation des technologies de l'hydrogène. L'initiative fait partie de la Vallée de l'hydrogène de la Mazovie mise en place en avril dernier avec PKN Orlen comme leader. Pour rappel, la société envisage d'investir environ 1,5 Mds€ aux investissements dans l'hydrogène d'ici 2030.

Environnement

Le 16 décembre la DG REFORM a annoncé le lancement d'un nouveau projet qui sera réalisé dans le cadre de l'instrument d'appui technique en Pologne. Son objectif est de renforcer les capacités de la Pologne à élaborer sa nouvelle stratégie nationale sur l'adaptation au changement climatique.

Selon une analyse de l'Institut de la Protection de l'Environnement – l'Institut National des recherches (*IOŚ-PIB*), en Pologne, les phénomènes climatiques extrêmes provoquent chaque année des pertes allant de 0,1% à 0,4% du PIB. Les estimations indiquent qu'à cause de ces phénomènes la Pologne perd en moyenne même 6 Mds PLN/an (1,3 Md€). Au cours des deux dernières décennies les phénomènes climatiques extrêmes en Pologne ont pu provoquer environ 115 Mds PLN (24,5 Mds€) de dommages directs. Depuis 2001, les phénomènes météorologiques extrêmes, avant tout la sécheresse, ont fait 1 800 victimes en Pologne.

- déchets

La Pologne est l'un des sept pays qui n'ont pas encore transposé en droit national la directive 2019/904 du parlement européen et du conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement interdisant de mettre sur le marché des pailles, des assiettes ou encore des couverts en plastique à usage unique. La date de transposition a expiré le 3 juillet 2021. Il s'agit d'un enjeu pour la Pologne où, selon le rapport annuel de Plastics Europe pour 2022, 41% des déchets de matières plastiques sont mis en décharges (le taux est de 25% pour les emballages en plastique).

- ENR

Sur les sept ventes aux enchères EnR organisées en décembre, seules trois ont été conclues. Un peu plus de 34 TWh ont été mis en vente, d'une valeur totale de plus de 14,3 Mds PLN (3 Mds€), mais, seulement 8,5 TWh d'électricité d'une valeur inférieure à 2,5 Mds PLN (531 M€) ont été contractés. Sur le total des offres gagnantes (204), plus de 96% étaient des installations photovoltaïques (<https://www.ure.gov.pl/pl/urzad/informacje-ogolne/aktualnosci/10739,Aukcje-OZE-2022-Prezes-URE-podsumowuje-wyniki-aukcji-na-sprzedaz-energii-elektry.html>)

Fin décembre, le ministre du Développement et de la Technologie a annoncé un nouveau programme visant à soutenir l'installation de panneaux photovoltaïques sur les immeubles à logements multiples. Le gouvernement subventionnera jusqu'à 50% de la valeur de l'installation. Les subventions couvriront également le stockage de l'énergie et les pompes à chaleur. Aujourd'hui, le montant de la subvention pour les installations sur les maisons multifamiliales est le même que pour les maisons individuelles, c'est-à-dire jusqu'à 6 000 PLN (1276 PLN).

Infrastructures de transport

Mi-décembre, le gouvernement a adopté le Programme de Construction de Routes Nationales à horizon 2030 et en perspective de 2033, d'une valeur de plus de 290 Mds PLN (62 Mds€). Il s'agit du plus grand programme national de construction de routes et d'autoroutes dans l'histoire de la Pologne. Il prévoit la construction de plus de 2 500 km de nouvelles routes (autoroutes et voies express). Les fonds alloués dans le cadre du programme devraient permettre l'achèvement de l'ensemble du réseau d'autoroutes et de voies rapides en Pologne, soit 8 000 km.

Début décembre, la société CPK a reçu le premier permis de construire pour son projet le plus avancé - le tunnel ferroviaire à grande vitesse de Łódź. Il s'agit de travaux de renforcement des fondations du centre culturel Łódź, à l'ouest de la station Łódź Fabryczna. Les travaux devraient commencer au cours du premier semestre 2023.

Fin décembre, la société CPK a signé un contrat avec la société espagnole IDOM, qui a été sélectionnée comme concepteur d'intégration de systèmes aéroportuaires (ASID).

Transports

- routier

La société TruKker, plus grand opérateur de transport routier de marchandises dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, entre sur le marché en Pologne et au Kazakhstan, situés de manière stratégique le long des routes de l'Eurasie, pour ensuite développer son activité depuis la Turquie vers les pays de l'UE et de la Communauté des États Indépendants.

- ferroviaire

Grâce à la réalisation du projet « d'Amélioration des infrastructures d'accès ferroviaire au port de Gdańsk » le transport des marchandises par rail est devenu plus efficace. Des trains plus longs et plus lourds d'une longueur de 750 m et d'une charge par essieu de 22,5 t peuvent désormais arriver aux quais. La valeur de l'investissement de PKP PLK cofinancé dans le cadre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) s'élevait à environ 230 M€ net.

Deux offres ont été déposées à l'appel d'offres pour la fourniture des 20 nouvelles locomotives pour PKP Intercity (PKP IC) : celle de Newag (Pologne) s'élevant à 524,5 M PLN (109 M€) et celle de Pesa (Pologne) pour un montant de plus de 561,3 M PLN (117 M€). Le budget de l'entité adjudicatrice ayant été fixé à 463,7 M PLN (96,6 M€), PKP IC a finalement choisi l'offre de Newag. Ce marché fait partie du grand plan d'investissement de l'opérateur qui d'ici 2030 envisage d'investir 24,5 Mds PLN (5,2 Mds€) dans le renouvellement du matériel roulant.

Fin décembre PKP Intercity a confié directement à sa société sœur PKP Informatyka la mise en place d'un système complet de vente de billets et sa maintenance. La valeur de contrat s'élève à 143 M PLN (30,4 M€). C'est le plus grand marché de l'histoire de PKP Informatyka. Vu que PKP IC et PKP Informatyka appartiennent au même groupe PKP, conformément au droit des marchés publics, elles peuvent se confier ce type de services sans lancer d'appel d'offres. Le nouveau système de vente des billets devrait être opérationnel à l'automne 2023.

PKP Intercity a transporté presque 59 M de passagers en 2022. C'est le plus grand nombre de l'histoire de la société. Le record de 2019 avec 49 M de voyageurs a été ainsi battu.

Depuis 2011 PKP Intercity a bénéficié d'un cofinancement européen à hauteur de 3,16 Mds PLN (670 M€) qui a permis la réalisation de projets d'une valeur de 7,7 Mds PLN (1,6 Mds€). Grâce à ces fonds, l'opérateur a pu moderniser 553 wagons et 33 locomotives. Avec le cofinancement européen, PKP IC a également acheté 45 nouveaux wagons, 10 locomotives diesels, 20 locomotives électriques et 60 rames électriques.

- aérien

Le 21 décembre, les conseils d'administration de la compagnie aérienne LOT et du Groupe Aérien Polonais (PGL) ont décidé de révoquer Rafał Milczarski, président de ces deux sociétés. Il avait pris ses fonctions de président de LOT en janvier 2016, juste quelques mois après l'arrivée au pouvoir de la Droite Unie (*Zjednoczona Prawica*). Les raisons du départ de M. Milczarski n'ont pas été communiquées.

À la mi-décembre s'est tenue une réunion de bilan de la mise en place du projet de « modernisation du réseau des aéroports polonais visant à la réduction des émissions de CO₂ » réalisé par le Ministère des Infrastructures avec cofinancement européen par le biais de l'instrument d'appui technique et en coopération avec la DG REFORM. L'objectif du projet était d'engager les aéroports polonais faisant partie du réseau TEN-T dans des actions en faveur de la transition énergétique du secteur aéroportuaire, y compris la préparation des aéroports à l'adhésion au programme international *Airport Carbon Accreditation (ACA)* porté par l'ACI EUROPE, programme d'engagements volontaires de réduction des émissions de CO₂ du secteur aéroportuaire.

- urbain

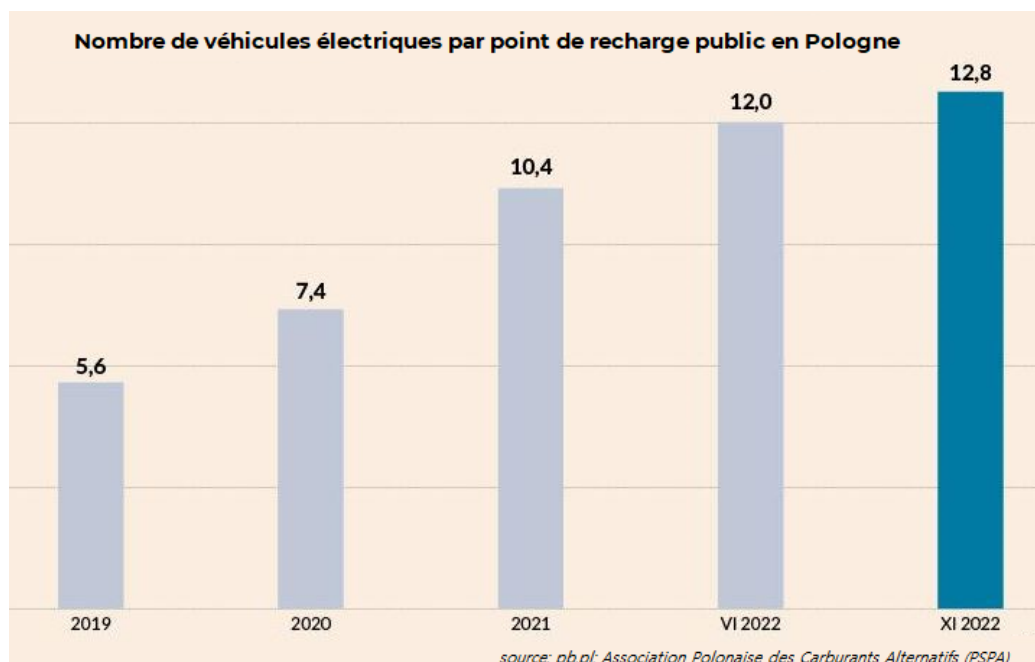
Solaris a remporté l'appel d'offres pour la fourniture de 100 autobus urbains électriques Trollino 12 à Bucarest. La valeur du contrat s'élève à 60 M€.

- électromobilité

Le 22 décembre le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) et la société PAK-PCE Polski Autobus Wodorowy Sp. z o.o. (appartenant à ZE PAK S.A.) ont signé un contrat de cofinancement par le Fonds de la construction d'une usine de production des bus à l'hydrogène *NesoBus* à Świdnik (voïvodie de Lublin) ainsi que des stations de ravitaillement en hydrogène. Grâce à ce contrat, l'investisseur bénéficiera d'un prêt à des conditions préférentielles d'un montant allant jusqu'à 50 M PLN (10,6 M€). La société a déjà lancé le prototype de bus qui, en avril dernier, a obtenu l'homologation européenne. L'usine située dans la zone d'activités économiques de Świdnik produira 100 bus par an.

Fin décembre, la société ElectroMobility Poland (EMP), en charge de la construction de l'usine des véhicules électriques polonais Izero, a été recapitalisée par l'Etat d'un montant de 250 M PLN (53,2 M€). Pour rappel, une première recapitalisation du même montant a eu lieu en juillet 2021. La construction du site à Jaworzno (voïvodie de Silésie) devrait démarrer au premier trimestre 2024 et se terminer à la fin de 2025.

Fin novembre 2022, avec 4913 points de charge en Pologne, on comptait 1 point pour 12,8 véhicules contre 5,6 en 2019. Le développement du réseau de stations de recharge ne suit pas l'augmentation du nombre de véhicules électriques. Fin décembre, 61 570 voitures électriques particulières étaient en circulation en Pologne. Leur nombre a augmenté de 26 349 unités, soit +33% par rapport à l'année précédente. L'Association Polonaise des Carburants Alternatifs (PSPA) a préparé avec ses partenaires une proposition de projet d'une loi spéciale visant à soutenir le développement de l'infrastructure de recharge. L'objectif du document porte avant tout sur un raccourcissement important de la durée de construction des raccordements et la mise en place des mesures facilitant l'extension du réseau aux distributeurs d'énergie électrique.



Fonds européens

Le 5 décembre, la Commission européenne a adopté les 5 programmes opérationnels polonais assortis de plans territoriaux de transition juste (TJTP). Ces plans TJTP représentent une valeur de plus de 3,85 Mds € au titre du Fonds pour une transition juste afin de soutenir une transition climatique juste dans les régions charbonnières de Silésie, de Petite-Pologne, de Grande-Pologne, de Basse-Silésie et de Łódzkie. Le Fonds pour une transition juste soutient les territoires qui sont particulièrement concernés par la transition vers une économie neutre pour le climat.

Hongrie

Energie

En Hongrie, aucune augmentation des tarifs du gaz et de l'électricité pour les consommateurs résidentiels protégés par le service universel n'est prévue d'ici le mois de mai. Les tarifs des gros consommateurs, qui paient un prix plus proche de celui du marché depuis cet été, ne seront pas augmentés non plus. Le nouveau ministre de l'énergie, M. Csaba Lantos, a noté que les ménages hongrois bénéficiaient du prix du gaz le plus bas en Europe, et du deuxième prix le plus bas pour l'électricité. Pour la chaleur urbaine, les frais devraient diminuer selon le nouveau Ministère de l'énergie. Les redevances seront fixées pour trois trimestres à compter du 1^{er} janvier 2023 afin de lisser les fluctuations du prix du marché du gaz et du taux de change du forint. La détente constatée sur les prix du gaz, et une révision du calcul de la redevance (calculée sur une période plus longue) devraient largement bénéficier aux municipalités.

Le total de bilan du groupe Opus, détenu par le milliardaire Lőrinc Mészáros, a atteint pour la première fois plus de 1 000 Mds HUF (2,5 Mds€) en septembre, soit une hausse de 14 % en un an. Entre janvier et septembre, le bénéfice d'exploitation a progressé de 86,4 % en glissement annuel à 356 Mds HUF (899 M€). En revanche, le bénéfice après impôts a diminué de 41 % à 4 Mds HUF (10,1 M€).

- électricité

Les statistiques finales de consommation d'électricité ont été publiées pour 2021. Elles indiquent une hausse de 4,7% de la consommation entre 2020 et 2021, pour atteindre 48,8 TWh. La production intérieure brute (avant prise en compte des besoins propres des centrales électriques, ainsi que des pertes) a augmenté de 3,2 %, et le solde imports moins exports a augmenté de 9,2 % (à 12,76 TWh). La production intérieure a couvert environ 74 % de la consommation totale.

Les statistiques préliminaires de consommation électrique pour l'année 2022 indiquent une diminution de la consommation de 1,9 % entre janvier et novembre 2022 en glissement annuel, à 41,75 TWh.

MVM Next Energiakereskedelmi reprendra automatiquement l'approvisionnement en électricité des entreprises, municipalités et ONG, qui se retrouveraient sans contrat en janvier, car elles n'auraient pas accepté les nouvelles conditions de leurs fournisseurs. Celles dont la consommation est inférieure à 2 GWh pouvaient soumettre leur demande jusqu'au 19 décembre.

- énergies fossiles

MOL a conclu l'acquisition de 410 stations-service en Pologne pour 610 M USD dans le cadre du rapprochement entre les groupes polonais PKN Orlen et Lotos. Le contrat avait été signé en janvier, suite à une exigence de la Commission européenne de céder des actifs du nouveau groupe polonais créé afin d'éviter toute situation de position dominante. Par ailleurs, MOL a

vendu 185 stations à PKN Orlen pour 259 M USD, dont 143 sont situées en Hongrie et 39 en Slovaquie. Les stations opéreront sous la marque LUKOIL.

La filiale roumaine de MOL a annoncé avoir achevé la construction de 14 stations-service d'autoroute en Roumanie pour 28 M€.

MOL a été condamné à une amende de 5 M HUF (12 580€) par la Banque centrale hongroise (MNB) pour ne pas avoir déclaré correctement sur le site officiel de la Bourse de Budapest les détails du gisement pétrolier découvert en Hongrie en novembre.

Le groupe autrichien OMV s'attend à enregistrer des pertes importantes en Hongrie en 2022 en raison de la taxe sur les surprofits et du plafonnement des prix de l'essence, et ce en dépit de ventes historiquement élevées. OMV a représenté la moitié des imports, et à peine 10 % de la consommation en Hongrie.

- nucléaire

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rejeté une action intentée par l'Autriche qui contestait l'approbation par la Commission européenne d'une aide à l'investissement de la Hongrie pour l'extension de la centrale nucléaire de Paks (Paks II). L'Autriche reprochait à l'aide d'Etat, qui s'inscrit dans un financement par emprunt russe à hauteur de 10 Mds€, de violer les règles européennes en matière de passation des marchés publics. A cette assertion, la Cour européenne a répondu « A supposer qu'une procédure d'appel d'offres ait pu avoir une influence sur le montant de l'aide, ce que l'Autriche n'a pas prouvé, un tel facteur n'aurait en lui-même eu aucun effet sur l'avantage que cette aide constituait pour son bénéficiaire ». La CJUE a aussi rejeté les allégations de « distorsions disproportionnées de la concurrence et d'inégalité de traitement », qui auraient entraîné l'exclusion des producteurs d'énergie renouvelable du marché intérieur. La CJUE rappelle que les Etats membres sont libres de déterminer leur mix-énergétique.

La Hongrie a reçu une nouvelle livraison de barres de combustible nucléaire en provenance de Russie pour la centrale nucléaire de Paks. Les barres ont été livrées par bateau en Bulgarie, puis ont été acheminées en train via la Bulgarie et la Roumanie.

- ENR

CHP-Invest, membre du groupe Veolia, et Újpalotai Energia Kft. ont signé un contrat de 10 Mds HUF (25,3 M€) avec le finlandais Valmet pour moderniser les chaudières de la centrale de Vértési dans l'ouest du pays. La mise à niveau des chaudières devrait être achevée en 2024 avec la reprise de l'alimentation électrique et du service de chauffage urbain, principalement grâce à la biomasse. Les chaudières produiront plus de 600 GWh d'électricité et assureront le chauffage de 5 000 foyers. La centrale électrique emploiera 300 personnes en 2024.

La première unité d'électrolyse à membrane électrolyte polymère (MEP) à échelle industrielle vient d'arriver à Bükkábrány dans le nord-ouest de la Hongrie au sein d'un parc solaire qui appartient à Lőrinc Mészáros. L'unité d'électrolyse produira 130 à 150 t d'hydrogène vert par an, grâce à l'énergie solaire, et sera mise en service au premier semestre 2023.

Environnement

Le conseil municipal de Budapest a voté pour le rachat d'une participation de 25% plus une voix dans la station d'épuration de Budapest (FCSM) pour 16,9 Mds HUF (42,7 M€). La ville s'était séparée de cette participation en 1997 pour 25 ans. La participation minoritaire appartient à Veolia. La transaction doit être approuvée par l'autorité de la concurrence (GVH) et l'autorité des services publics (MEKH).

Infrastructure

- routier

Le centre des infrastructures NIF a inauguré un tronçon de route qui relie Kaposvar (sud-ouest) à l'autoroute M7 pour 8 Mds HUF (20,2 M€).

L'autoroute M44 dans le sud-est du pays sera prolongée jusqu'à la frontière roumaine à la suite d'une décision de la Roumanie de construire une autoroute reliant la M44 à l'autoroute Arad-Oradea via Salonta. Un accord inter-étatique sera signé au printemps à ce titre. Il s'agira de la quatrième liaison autoroutière entre les deux pays.

Transport

- aérien

Un peu moins d'1M de passagers ont transité par l'aéroport international de Budapest en novembre, ce qui représente 76% du niveau de novembre 2019. Entre janvier et novembre 2022, l'aéroport a recensé 11,2 M de passagers. Le seuil de 12 M devrait être franchi sur l'année entière, et l'aéroport vise 14 M de passagers en 2023. Entre janvier et novembre 2022, le volume de fret a atteint 178 362 t, en hausse de 8,1 % en glissement annuel.

- ferroviaire

Le volume de fret ferroviaire soutenu par les subventions gouvernementales pour le transport par wagon unique a atteint 5 M t. D'après la société ferroviaire nationale MAV, ces subventions ont permis d'éviter les émissions de 79 000 t de CO₂. Le programme de subvention s'élève à 6,4 Mds HUF par an (16M€) entre 2022 et 2025.

- urbain

Le centre des transports urbains de Budapest (BKK) va augmenter les tarifs du service de vélos partagés MOL Bubi (équivalent de Vélib'). Le tarif mensuel de l'abonnement va doubler à 1 000 HUF (2,5€) et l'abonnement annuel va passer de 5 000 à 8 500 HUF (12,6 à 21,5€). Enfin le tarif à la minute, qui s'applique au-delà des 30 premières minutes incluses dans l'abonnement, va doubler de 20 à 40 HUF (5 à 10 cts€). Le service propose à ce jour 2 060 vélos, répartis dans 178 stations.

La Commission européenne a transféré 4,1 Mds€ à la Hongrie pour la modernisation de ses infrastructures énergétiques, la diminution de ses émissions de GES dans le secteur énergétique et pour améliorer l'efficacité énergétique.

République Tchèque

Energie

Les centrales nucléaires tchèques ont produit une quantité record d'électricité en 2022 en fournissant 31 TWh d'électricité, soit 300 000 MWh de plus que l'année précédente. Ce résultat s'explique par un certain nombre de travaux de modernisation qui ont augmenté la fiabilité et la performance des deux centrales nucléaires tchèques de Dukovany (production totale l'an passée de 14,7 TWh) et Temelin (16,3 TWh).

Le ministre de l'Industrie et du Commerce et le président de la société minière publique OKD ont annoncé la prolongation de 3 ans de l'activité d'extraction du charbon noir de la mine ČSM dans la région de Karviná alors que son arrêt était initialement prévu cette année. Au cours des trois prochaines années, OKD prévoit d'extraire de cette mine 3,6 M t de charbon.

Selon l'Association solaire, 33 760 centrales photovoltaïques d'une capacité totale de 288,8 MW ont été mises en service durant l'année 2022, une progression de 366% par rapport à l'année 2021. On note également une augmentation de leur taille moyenne, passant de 6,6 kWc en 2021 à 8,6 kW en 2022. Néanmoins, la forte demande en nouvelles installations pose problème du fait de l'insuffisance de prestataires d'installation. La République tchèque reste en retrait par rapport à certains pays voisins, comme la Pologne qui a mis en service plus de 4900 MW en 2022.

Dans son discours du Nouvel an, le premier ministre Petr Fiala a félicité la population pour ses efforts d'économie d'énergie qui ont permis de réduire les risques de rationnement. Il a également souligné l'efficacité de la mise en œuvre des mesures visant à assurer la sécurité énergétique de la République tchèque : signature de contrats avec de nouveaux fournisseurs de gaz, construction et augmentation des capacités des oléoducs et des gazoducs provenant de pays démocratiques, développement de nouvelles sources d'énergie (développement du nucléaire, suppression des obstacles administratifs à la construction d'infrastructures pour la production d'énergies renouvelables, etc.).

Le gouvernement tchèque a approuvé le 21 décembre un programme de subventions (qui doit encore être validé par la Commission européenne) visant à distribuer 17 Mds CZK (708 M€) aux centrales de chauffage domestique afin de limiter l'augmentation du prix de l'énergie thermique. Au moins deux appels seront lancés, l'un pour la période allant du 1^{er} février 2022 au 31 décembre 2022, l'autre pour la période allant du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, les titulaires d'une licence de production d'énergie thermique ne pouvant obtenir la subvention qu'à condition que l'aide soit intégralement répercutée sur les prix finaux du chauffage.

Un projet de loi sur les procédures relatives au futur dépôt de déchets radioactifs en République tchèque est en cours de préparation afin d'étendre les droits des municipalités en matière de contrôle de la qualité du processus et de leur permettre d'exprimer leur avis lors des négociations qui les concernent, dans un contexte d'accélération des démarches pour la construction du site d'enfouissement en profondeur. L'Autorité responsable des dépôts de déchets radioactifs (SURA) commencera donc à préparer des travaux d'exploration géologique et de recherche en 2023 afin de choisir un site d'ici 2030. L'accélération de ce dossier intervient à la suite de l'adoption de l'acte délégué complémentaire de la Commission européenne sur la taxonomie qui inclut de manière temporaire l'énergie nucléaire dans les investissements durables.

Lors d'une conférence de l'Union des villes et municipalités début décembre, M. Marian Jurečka, qui assure l'intérim des fonctions de Ministre de l'environnement, a fait part du projet de simplifier les procédures d'obtention de permis de construire pour l'installation de centrales éoliennes dans les zones sans protection spéciale de paysage, l'objectif étant d'accélérer leur déploiement en République tchèque.

Le groupe coréen LG, qui possède déjà une usine de batteries en Pologne, négocie actuellement avec le gouvernement pour la construction d'une gigafactory de batteries de voitures électriques dès 2023 dans la région de Moravie-Silésie, qui permettrait de servir les usines automobiles de Hyundai à Nosovice et de KIA en Slovaquie. Pour mémoire, le groupe Volkswagen, qui prévoit de construire six gigafactories en Europe, devrait décider dans quelques mois de la localisation de son usine d'Europe centrale, possiblement sur le site de Liné à Pilsen.

La Commission européenne a approuvé le 16 décembre dernier un programme de subventions au chauffage urbain écologique (1,2 Mds€) en République tchèque conforme aux objectifs du Green Deal européen. Ces fonds, qui prendront la forme d'aides directes aux propriétaires de systèmes de chauffages urbains et d'unités de chauffage, permettront à ces derniers de les remplacer par de nouvelles unités de production de chaleur basées sur les énergies

renouvelables ainsi que de rénover et de décarboner des unités déjà existantes. La réduction minimale d'émission de CO₂ attendue de ces projets est de 15%.

La Banque européenne d'investissement (BEI) a accordé au groupe énergétique CEZ un prêt de 790 M € (19,2 Md CZK) afin de moderniser et étendre son réseau de distribution d'électricité et connecter de nouvelles sources d'énergie renouvelables d'une puissance allant jusqu'à 2,2 GW. En incluant ce prêt, l'investissement total de la BEI dans le secteur énergétique tchèque s'élève à ce jour à 3,4 Md €.

Transport et infrastructures

- ferroviaire

La société AFRY CZ a gagné un appel d'offres pour la conception d'un tronçon de 33 km entre Velká Bíteš et Brno (VRT Vysočina phase I) sur la future LGV Prague – Brno. Le contrat d'une valeur de 205 M CZK (8,4 M€) porte sur l'élaboration des documents nécessaires à l'évaluation de l'impact environnemental EIE et à l'établissement du permis d'aménagement. Pour AFRY CZ, il s'agit du deuxième contrat majeur pour la préparation des LGV en République tchèque, après celui portant sur la conception du tronçon Moravská Brána I entre Brno et Ostrava. La société française SYSTRA est engagée dans les deux contrats en tant que sous-traitant.

L'opérateur ferroviaire national, České dráhy (Chemins de fer tchèques) s'est vu attribuer deux contrats pour assurer des services de transport ferroviaire régionaux. La région de Moravie-Silésie lui a attribué un contrat de dix ans (2023-2033) d'une valeur de 18 Md CZK (0,73 Md€) sous forme de gré-à-gré sans appel d'offres. Pour assurer les services de transport régional convenus, l'opérateur recherche un fournisseur de 15 nouveaux trains multiples électriques à batterie BEMU 140 pour un coût estimé à 3,4 Md CZK (0,14 Md€). En outre, l'opérateur a gagné un contrat de neuf ans (2023 – 2029) d'une valeur de 3 Md CZK (0,12 Md€) pour assurer le service de transport ferroviaire dans la région de Zlín, attribué cette fois-ci dans le cadre d'un appel d'offres.

Le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires tchèque, Správa železnic, a annoncé pour 2023 30 appels d'offres pour des travaux de construction d'une valeur estimée à plus de 60 Mds CZK (2,5 Md€). Les plus importants porteront sur la rénovation de la gare de Prague -Smíchov, de la gare Masaryk de Prague et de la gare Brno-Královo pole, ainsi que la modernisation de la ligne Karlštejn – Beroun (1,6 Md CZK) ou encore l'équipement en systèmes de signalisation ETCS.

- routier

La Direction des routes et des autoroutes (ŘSD) prévoit d'ouvrir d'ici 2 ans un total de 134 nouveaux kilomètres d'autoroutes, soit un record dans l'histoire de la construction du réseau autoroutier tchèque, dont 15,4 km en 2023 et 118 km en 2024. Il s'agirait notamment des tronçons sur l'autoroute D3 (Prague - České Budějovice), D4 (y compris le tronçon construit sous forme de premier PPP) et D11 (Prague – Hradec Králové – Pologne). Le réseau autoroutier tchèque comptait au 31 décembre 2022 près de 1 372 km ; les travaux de construction sont en cours sur 144 km d'autoroutes. A son achèvement complet, le réseau autoroutier comptera environ 2 000 km.

- transport urbain et hydrogène

Trois groupements ont soumissionné dans l'appel d'offres concernant l'important projet de construction du 2^{ème} tronçon de la nouvelle ligne du métro D (Olbrachtova – Nové Dvory), soit (i) Vinci (Eurovia, Průmstav, SMP) avec PORR (ii) Strabag et (iii) Subterra et Hochtief. Le consortium retenu sera connu d'ici fin mars 2023. Le montant du marché est estimé à 24,63 Md CZK (1 Md€). Le lancement des travaux de construction, qui comprennent la

construction de tunnels, de trois stations et systèmes d'alimentation, est prévu au cours du 2^{ème} semestre 2023.

Le ministère des Transports a annoncé un appel d'offres pour la réalisation d'une étude de faisabilité visant à vérifier la pertinence de la mise en service des trams-trains en République tchèque (efficacité économique, exigences techniques et de sécurité) et se dit ouvert à modifier par conséquent la législation régissant le secteur ferroviaire. Les trams-trains pourraient servir non seulement à une desserte périurbaine mais être également une solution pour les lignes ferroviaire sous-utilisées.

La ville de Prague sera la première à tester le bus hydrogène H'CITY 12 de Škoda Group. L'opérateur de transports publics de Prague DPP a signé un contrat de prêt d'un bus hydrogène pour une durée maximale de quatre ans. Le Skoda H'City peut accueillir un total de 85 passagers, son toit est équipé de réservoirs contenant 39 kg d'hydrogène, ce qui lui offre jusqu'à 350 km d'autonomie. Le véhicule, qui pèse près de 12 t, offre une puissance maximale de 160 kW.

- transport aérien

En 2022, l'aéroport de Prague a accueilli 10,73 M de passagers, soit plus du double qu'au cours des deux années précédentes marquées par le Covid (4,39 M en 2021 et 3,67 M en 2020) mais toujours loin de l'année record 2019 (17,8 M de passagers).

Fonds européens

Le tribunal municipal de Prague a relaxé l'ancien Premier ministre et candidat à l'élection présidentielle Andrej Babis et l'ancienne dirigeante d'Agrofert Jana Nagyová des charges de complicité et de fraude aux subventions dans l'affaire, remontant à 2007, dite du «nid de cigogne» (Čapí hnízdo), du nom d'un complexe touristique des environs de Prague appartenant initialement au groupe Agrofert, dont la construction avait bénéficié de subventions de l'UE de près de 50 M CZK (2M€) réservées aux PME après que sa propriété fût transférée à des membres de la famille de M. Babis. Alors que le procureur de la République avait requis une peine de 3 ans de prison avec sursis et 10 M CZK (0,4 M€) d'amende, le tribunal a considéré que la preuve d'une intention frauduleuse n'était pas démontrée. Ce verdict, intervenu quelques jours avant le premier tour des élections présidentielles (les 13 et 14 janvier), reste susceptible d'appel par le parquet.

Slovaquie

Energie

En Slovaquie, l'Autorité de régulation a dévoilé, fin décembre, les prix finaux du gaz, de l'électricité et de la chaleur appliqués aux ménages. Pour mémoire, le gouvernement a annoncé la hausse de 15 % du prix du gaz et de la chaleur et le maintien de l'électricité au même niveau de prix. Fin décembre, le ministre de l'Economie a annoncé la modification du prix de la chaleur. En lieu et place d'une augmentation de 15 %, le prix sera majoré de 20€/MWh. Selon les prévisions, le prix final augmentera en moyenne de 16 % en 2023 pour le gaz (de 65 à 78,5€/an pour la cuisson, de 590 à 683€/an pour l'eau chaude, contre 1767€ sans mesure gouvernementale, de 1166 à 1357€/an pour le chauffage, contre 3600€ sans mesure gouvernementale) et de 2,5 % pour l'électricité. Pour la production de chaleur, la modification de la formule impacte plus négativement les ménages. En effet, le prix annuel en 2022 était de 94€/MWh TTC et la hausse en 2023 de 20€/ MWh représente un prix à hauteur de 114€/MWh. La facture annuelle moyenne pour le chauffage urbain passera donc de 690€/an à 807€/an mais aurait pu atteindre 1 328,25€ sans mesures gouvernementales.

- *électricité*

La société publique Réseau de transmission slovaque (SEPS) modernise ses lignes 400 kV à l'est du pays (entre Moldava et Velke Kapusany). La première phase des travaux s'est tenue du 8 novembre au 17 décembre 2022, la deuxième aura lieu entre le 24 juillet et 3 septembre 2023. Les travaux à hauteur de 23 M€ (TTC) sont assurés par le consortium SPIE Elektrovod (filiale locale du groupe français SPIE) et Elcon Bratislava qui ont remporté ce marché en juin 2022.

- *nucléaire*

Le 15 décembre, le gouvernement a approuvé les nouveaux tarifs payés par Slovenske elektrarne (principal électricien du pays géré par le groupe tchèque EPH) et Javys (société publique chargée du démantèlement et de la gestion des déchets radioactifs) au Fonds national nucléaire. Ces paiements serviront dans l'avenir à couvrir les coûts de démantèlement des centrales nucléaires et de stockage du combustible nucléaire usé ainsi que la construction d'un stockage en profondeur des déchets radioactifs. En effet, le décret gouvernemental de 2019 a fixé les tarifs jusqu'à la fin de l'année 2022. Jusqu'à 2022, Slovenske elektrarne devait payer annuellement 65,9 M€ pour ces centrales nucléaires à Jaslovské Bohunice et Mochovce et la société Javys 4,4 M€. Désormais, pour la période 2023-2025, Slovenske elektrarne payera 78,5 M€ pour les centrales V2 à Bohunice et EMO 12 à Mochovce, 19,1 M€ pour le troisième bloc nucléaire à Mochovce et la société Javys 3,7 M€.

- *charbon*

La société minière Hornonitrianske bane Prievidza maintient son projet d'arrêter ses activités minières en 2023 après 114 années d'exploitation. Elle livrera encore 780 000 t de lignite à la centrale thermique qui se trouve à proximité à Novaky. Elle a déjà fermé deux mines (en 2017) et exploite encore deux mines en Slovaquie centrale. En 2022, Hornonitrianske bane a déjà licencié 475 de ses 1903 employés. La société prépare sa transformation et a déjà créé deux filiales dans le secteur agroalimentaire : AGRO GTV, deuxième plus grand producteur de tomates en Slovaquie et AGRO RYBIA FARMA, l'un des plus grands acteurs d'élevage de poisson-chat africain.

- *hydrogène*

Le 16 décembre, la société municipale chargée du transport public à Bratislava a lancé le test du bus hydrogène à plancher surbaissé Solaris Urbino 12 sur plusieurs lignes et conditions réelles, jusqu'au 27 décembre. Ce test permettra à la société Solaris de réaliser les derniers ajustements techniques avant le déploiement de ses bus à Bratislava. En effet, Solaris a remporté ce marché public. Quatre nouveaux bus seront livrés à Bratislava l'année prochaine. L'accord cadre a été signé en été 2022 entre DPB et Solaris pour 40 bus au total. L'offre de Solaris s'élève à 24,4 M€. Le bus Solaris Urbino 12 hydrogen a la capacité de 41 passagers assis et une autonomie de 350 km.

Transports

- *routier*

La société italienne Telepass étend ses services sur la Slovaquie. Ainsi, les transporteurs routiers utilisant l'unité de bord de Telepass pourront l'utiliser également sur le territoire slovaque. La documentation nécessaire pour obtenir les autorisations de la Société nationale des autoroutes a été également déposée par la société tchèque Eurowag. D'autres sociétés ont fait part de leur intérêt comme la société tchèque ITIS Holding, les entreprises allemandes Toll4Europe et Tolltickets ainsi que la société française TotalEnergies.

Etant donné que la Société nationale des autoroutes (NDS) n'a pas finalisé le marché public sur le péage électronique appliqué aux poids lourds sur les autoroutes, voies express et routes

nationales, elle a prolongé le contrat avec l'opérateur actuel du système, la société SkyToll. En effet, le contrat avec SkyToll arrive à l'échéance en décembre 2022. Ainsi, en 2023, SkyToll percevra 63 M€. Pour mémoire, aujourd'hui, NDS paie approximativement 70 M€/an à SkyToll. En effet, des trois appels d'offres prévus – à savoir le système informatique ; les services de péages (dont les unités de bord OBU : On board unit) et le contrôle du système – aucun n'a été finalisé. En mai 2022, NDS a déjà annoncé le nom de l'entreprise pressentie pour le système informatique. Il devrait s'agir de la société tchèque CzechToll du groupe ITIS Holding dont est issu également SkyToll en Slovaquie. En outre, le 2 janvier 2023, NDS a lancé un nouvel appel d'offres sur le système de péage. Cet appel d'offres a été pour la première fois lancé en 2021, puis annulé en avril 2022 suite à la mise en place progressive du système européen de péage électronique (cité ci-dessus) qui réduit le nombre d'unités de bord nécessaires et aussi la valeur de ce marché public, passé de 200 M€ à 49,9 M€ hors TVA aujourd'hui. Les intéressés peuvent déposer leurs offres jusqu'au 27 février 2023.

Après douze ans sans relèvement de tarif, le prix des vignettes autoroutières connaîtra une hausse. Le gouvernement a approuvé en décembre les nouveaux prix pour la vignette annuelle qui passe de 50 à 60€, la vignette mensuelle augmentant de 14 à 17€ et celle de 10 jours étant relevée de 10 à 12€.

Le ministère des Transports dispose d'une enveloppe annuelle d'environ 800 M€ pour les infrastructures routières. Sous l'effet de la hausse des prix des matières premières, en septembre 2022, le ministère a présenté le mécanisme d'indexation des prix afin d'ajuster les contrats de construction en cours. En décembre, le ministre Andrej Dolezal a évalué l'impact de cette compensation à hauteur de 25 % des ressources alloués, soit 200 M€. Ce renchérissement se répercutera par une baisse des projets. Pour mémoire, à l'heure actuelle, il y a huit projets autoroutiers en construction d'une longueur de 77 km et d'une valeur de 1,25 Md€.

- ferroviaire

La prolongation des lignes de tramway dans le plus grand quartier de Bratislava, Petržalka, ne sera pas finalisée en 2023 comme prévu initialement. Le maire de Bratislava prévoit l'achèvement des travaux en 2024 et le nouveau calendrier sera présenté prochainement. Ce chantier est réalisé par la société espagnole Aldesa Construcciones, seul partenaire du projet depuis l'été 2022. Ce marché de 75 M€ a été suspendu pendant plusieurs mois en 2023 du fait de la hausse de prix des matières premières. Après un accord avec la mairie, les travaux ont repris en août. En outre, la mairie envisage de donner des pénalités au constructeur pour non-respect des délais.

La société publique ferroviaire chargée du transport de marchandises, ZSSK Cargo, prévoit une hausse des salaires de 150€ à partir du 1^{er} juillet 2023. Historiquement, il s'agit de la hausse la plus importante jamais réalisée qui coûtera 10 M€ en 2023. Cette hausse résulte du nouvel accord collectif signé entre la direction de ZSSK Cargo et les syndicats. Pour mémoire, la société emploie 4 040 salariés, soit des dépenses salariales d'un montant de 85 M€.

Environnement

Le 7 novembre 2022, le gouvernement, sur la proposition du ministère de l'Environnement, a approuvé la candidature slovaque pour l'établissement du bureau de coordination permanent pour les forêts primaires de hêtres des Carpates de l'UNESCO. Les forêts de hêtres slovaques et ukrainiennes ont été inscrites pour la première fois sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 2007. Cinq éléments constitutifs se trouvent sur le territoire slovaque (Havešová, Rožok, Stučica – Bukovské vrchy, Vihorlat et Udava).

Lituanie

Nucléaire

Le projet de démantèlement de la centrale nucléaire d'Ignalina (CNI) a franchi une nouvelle étape. En effet, le 28 décembre, la centrale a signé deux contrats pour la conception de technologies nécessaires au démantèlement de ses deux réacteurs RBMK d'origine soviétique. Un premier accord a été conclu avec le consortium mené par Westinghouse Electric Spain, filiale espagnole de la société américaine du même nom, en partenariat avec l'Institut de l'énergie lituanien et l'entreprise Jacobs Slovakia. Un second a été signé avec le consortium dirigé par la société française EDF avec l'appui de Graphitech Nuclear, structure commune créée avec Veolia. Plafonnés à 5,5 M€ chacun (hors TVA), les deux contrats seront valables pour une durée de 4 ans à l'issue desquels les fournisseurs auront élaboré un modèle pour préparer les travaux physiques du démantèlement d'Ignalina qui devraient débuter en 2028.

D'autre part, le 4 janvier 2023, l'entreprise française Bureau Veritas Exploitation SAS a également remporté un appel d'offres international lancé par la CNI le 15 juin 2022 pour la fourniture de services de conseil sur le démantèlement des réacteurs. Plafonné à 9 M€, le contrat de gestion de projet et de conseil de technique a été signé pour une période 7 ans, c'est-à-dire pour l'ensemble de la phase de développement de conception technologique et de licence du démantèlement.

Mis à l'arrêt de manière définitive depuis décembre 2009, la centrale d'Ignalina fait pour rappel l'objet d'un programme de déclassement financé par l'UE et initié en raison de la présence de réacteurs nucléaires du même type que ceux de la centrale de Tchernobyl, rendant alors l'Europe plus vulnérable à un accident radiologique. Pour le cadre financier pluriannuel 2021-2027, 522 M€ de financement européen seront destinés à la progression du projet.

Transport et infrastructures / mobilité durable

À Vilnius, le mois de décembre fut marqué par la grève des chauffeurs de transports publics de l'entreprise VTT, principal prestataire de la capitale en la matière, suite à des désaccords avec le corps syndical sur le système de rémunération et les conditions de travail du personnel. Pendant plus de deux semaines, ce sont en effet près de 500 salariés, majoritairement des conducteurs des bus et en minorité de trolleybus, qui ont refusé de se présenter au travail, provoquant de nombreuses perturbations sur les lignes de transports en commun de la ville. Inévitable ou presque, la grève pointait du nez depuis plus d'un an alors que les deux parties restaient sur leurs positions provoquant l'échec des négociations à maintes reprises. D'un côté, le syndicat protestait contre la précarité des salaires et les primes trop arbitraires et souhaitait établir de meilleures conditions de travail avec notamment des pauses déjeuner plus longues. De l'autre, l'administration de VTT, ouverte à l'idée d'une revalorisation de 10% à 20% des salaires, proposait toutefois d'inscrire dans la convention collective des travailleurs de l'entreprise la réduction des coordinations avec le syndicat. Au vu de l'ampleur de la grève, l'opposition au Seimas avait notamment incité le gouvernement, à travers un projet de résolution, à prendre directement en main les négociations et jouer un rôle de médiateur auquel cas le dossier ne progressait pas. In fine, débuté le 5 décembre, le grève s'achève le 22 où dirigeants et syndicat se sont mis d'accord sur une convention qui devrait entrer en vigueur dès le 1^{er} janvier. Celle-ci comprend, entre autres, la rémunération des heures supplémentaires, la prime d'ancienneté ou encore le temps de repos.

- ferroviaire

Trois consortiums internationaux sont encore en lice pour la deuxième étape de l'appel d'offres concernant le projet de conception et de l'approvisionnement en construction du sous-système énergétique du projet régional Rail Baltica. Il s'agit du plus grand projet d'électrification ferroviaire transfrontalier en Europe basé notamment sur son sous-système qui sera déployé sur les 870 km de la ligne principale de Tallinn à la frontière lituano-polonaise et de Kaunas à Vilnius. Cette deuxième phase se concentre en particulier sur des points de connexion haute tension pour relier les sous-stations électriques de traction aux réseaux électriques publics à haute tension mais également sur les sous-stations électriques de traction, le système de contact aérien et le système de commande de contrôle de l'énergie. Un des consortiums sélectionnés serait en partie mené par Alstom et GE Energy Power Conversion France SAS, filiale française de General Electric. L'entreprise française Colas Rail AS participerait également à ces travaux qui pourraient bénéficier enfin de l'expertise d'autres acteurs privés espagnols, polonais, lettons et allemands.

Lettonie

Nominations

Après plus de deux mois d'attente marqués par de longs débats politiques, le nouveau gouvernement letton a été approuvé le 14 décembre 2022 par le parlement letton (Saeima) avec 54 voix pour et 37 contre. La Saeima a également consenti à la création d'un nouveau ministère pour le climat et l'énergie qui permettra à la Lettonie de développer un plan national unifié pour renforcer l'indépendance énergétique du pays tout en prenant en compte les enjeux climatiques et environnementaux. Raimonds Čudars, membre du parti Nouvelle Unité, a été nommé ministre de l'énergie et du climat.

Energie

Des développeurs de parcs solaires en Lettonie et des représentants du secteur ont créé **l'association Solar Energy Latvia**. Son objectif principal étant de s'engager pour l'énergie et le climat par la sensibilisation du public et l'élaboration d'une stratégie de développement de l'énergie solaire unifiée au niveau national.

L'adoption du programme de la politique de cohésion de la Lettonie pour 2021-2027 va permettre un investissement de 192 M€ en Lettonie par le Fonds pour la transition juste (JTF) pour soutenir une transition juste vers une économie neutre sur le plan climatique. Les investissements de l'UE aideront la Lettonie à éliminer progressivement la tourbe de ses sources d'énergie d'ici 2030 ainsi qu'à restaurer les tourbières historiques afin de réduire de 86% les émissions de gaz à effet de serre tout en protégeant l'environnement local et la biodiversité. En outre, le JTF favorisera la diversification de l'économie des régions par des investissements dans des infrastructures commerciales innovantes pour les petites et moyennes entreprises et dans les sources d'énergie renouvelables, notamment l'énergie solaire et la biomasse.

Infrastructures

Le budget d'investissement de l'aéroport international de Riga prévu pour 2023 s'élève à près de 27 M€, dont 3,7 M€ pour les nouveaux projets et 23 M€ pour les projets dont la mise en œuvre a déjà commencé cette année. Les principaux projets d'investissement sont liés au développement de l'aéroport, aux infrastructures de services aux passagers et aux avions, à l'approvisionnement en électricité, à l'achat de nouveaux bus électriques pour le transport des passagers, des machines et des équipements de plate-forme, ainsi qu'à la sécurité et aux infrastructures informatiques.

Estonie

Nominations

Andrus Durejko a été nommé nouveau directeur d'Eesti Energia, à la place d'Hando Sutter. Il prendra ses fonctions le 1^{er} avril 2023, et aura pour principale tâche de superviser la séparation d'Elektrilevi (filiale d'Eesti Energia en charge des connexions au réseau) et d'Eesti Energia, sujet source de conflit entre l'actuelle direction d'Eesti Energia et le gouvernement estonien. Andrus Durejko est reconnu en Estonie pour son excellente gestion d'Ericsson Estonia.

Energie

- schistes bitumineux

La question de la construction d'une nouvelle usine de schistes bitumineux a été une nouvelle fois relancée par le parti Isamaa, qui en fait une de ses propositions phares pour les élections à venir. Dans le même temps, la centrale d'Auvere a pu être reconnectée au réseau électrique le 31 décembre, après une maintenance prolongée en raison de problèmes observés sur les échangeurs. Des travaux additionnels seront opérés à l'été 2023.

Si la sortie du schiste bitumineux était une priorité ces dernières années, celle-ci se fera dans le temps long. Ainsi, VKG Grupp va ouvrir une nouvelle mine en 2028, afin de prendre la suite de leur mine d'Ojamaa, dont les réserves s'amenuisent. Cette mine serait coexploitée avec Enefit Power, filiale d'Eesti Energia en charge de l'exploitation des schistes bitumineux. Cette mine revêt un enjeu social puisqu'elle est située dans l'Ida-Virumaa, comté particulièrement défavorisé et à la frontière avec la Russie.

- ENR

Selon une analyse de la zone maritime de Hiiumaa commandée par le ministère des Finances estoniens, les parcs éoliens ne peuvent pas être construits au large de l'île d'une part en raison de l'impact potentiel sur la faune locale, mais également en raison du trop fort éloignement de la zone par rapport à la côte. L'entreprise Sunly, dont l'un des actionnaires est l'entreprise française Natixis, a exprimé son désaccord et souhaite présenter son plan aux différents ministères estoniens.

Le gouvernement estonien souhaite adopter un texte facilitant l'intégration des petits producteurs d'électricité sur le réseau national, en introduisant une exemption fiscale afin de les encourager à revendre leur surplus d'électricité. Les modalités de cette exemption fiscale sont encore à définir, mais pourraient concerner les 6 600 micro-producteurs d'électricité du pays.

La société estonienne d'énergie renouvelable Enefit Green (filiale d'Eesti Energia en charge du développement du renouvelable) a négocié le refinancement de ses prêts à hauteur de 100 M€. Cette manœuvre permet d'améliorer la structure des obligations de dettes ainsi que d'ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement. Enefit Green souhaite ainsi quadrupler sa production d'énergie renouvelable pour atteindre 1 900 mégawatts d'ici 2026.

Eesti Energia a lancé l'analyse technique d'une installation de stockage d'énergie hydroélectrique à accumulation par pompage. Cette analyse serait suivie de travaux préliminaires et la construction de la centrale débiterait en Janvier 2024 pour une entrée en service courant 2026. La centrale aura une capacité de production de 225 mégawatts et servira principalement de moyen de stockage: en cas de pénurie d'énergie, le réservoir supérieur permet d'alimenter les turbines et produire de l'électricité, après quoi l'eau se déverse dans le réservoir inférieur, construit sur une ancienne mine de schistes bitumineux. A l'inverse, lorsque

l'électricité est bon marché, l'eau est pompée depuis le réservoir inférieur vers le réservoir supérieur pour refaire les stocks.

Sur une technologie similaire, l'entreprise Energiasalv a reçu l'autorisation de commencer des travaux à Paldiski afin d'installer un système de stockage basé sur une pompe hydraulique souterraine. Ce système agirait comme une batterie d'environ 550MW, permettant de stocker les énergies renouvelables produites à Paldiski.

- gaz

Le gouvernement estonien a augmenté le capital social de l'Agence de stockage 30 M€ pour l'achat de gaz naturel. La ministre des infrastructures Riina Sikkut a déclaré que cela permettrait de préparer l'hiver 2024. Cette nouvelle dotation ainsi que l'arrivée du terminal GNL à Inkoo en Finlande contribuent à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en gaz en Estonie.

Le 1^{er} janvier 2023, la Ministre des Affaires Economiques a signé un décret prolongeant la subvention des projets de production de biométhane pour le transport jusqu'au 30 juin 2024. Ce décret prévoit un budget de 11,8M€ pour soutenir le développement du biométhane. Entre 2018 et 2022, 25,3M€ ont été dépensés par ce biais.

Transports

- mobilité douce & automobile

Le nombre d'automobiles vendues en 2022 en Estonie s'est élevé à 20 426, légèrement moins qu'en 2021 (-8,6%). Cette baisse est imputable à deux principaux facteurs: les délais d'approvisionnement, particulièrement longs lors du premier semestre de l'année, et davantage de prudence des consommateurs en raison de l'inflation. Il faut souligner une augmentation marquée de l'achat de voitures électriques (687, soit +42% par rapport à l'an passé), qui restent toutefois largement minoritaires (3,4%). Le gouvernement estonien souhaite encourager l'achat de voitures électriques et a annoncé une aide à l'achat aux véhicules électriques, pouvant s'élever jusqu'à 5000€ par ménage. Le budget total alloué à cette aide est de 9M€, et couvre également l'achat de vélos électriques (à hauteur de 1200€ par vélo).

La ville de Tallinn a dévoilé le calendrier des travaux de construction de la nouvelle ligne de tram, qui va relier le vieux port de Tallinn au centre-ville. Les travaux vont démarrer en avril 2023 et devraient se terminer en 2025.

Dans un arrêt du 5 décembre 2022, la Cour de Justice Européenne a considéré que l'Estonie ne pouvait obliger les opérateurs de car, principalement LuxExpress, à transporter gratuitement les enfants et les personnes handicapées. En conséquence, la loi estonienne sera modifiée: soit en autorisant les opérateurs à faire payer un ticket à ces usagers, soit en prévoyant une compensation annuelle de l'Etat pour ces opérateurs.

- maritime

En 2022, le Port de Tallinn a connu une croissance remarquable de ses activités de transport de passager: 7M de passagers ont transité par les différents ports du groupe (+98%). Cela tient principalement au retour des voyageurs finlandais et suédois en Estonie, ce qui permet de se rapprocher des chiffres d'avant COVID. En revanche, le fret ferroviaire a baissé de 21%, ne s'élevant qu'à 18M de tonnes sur l'année. Cette baisse s'explique par l'arrêt de la quasi-totalité des importations en provenance de Russie et de Biélorussie.

- aérien

L'aéroport de Tallinn a comptabilisé environ 2,7M de passagers en 2022, soit 200 000 de plus qu'initialement espéré et 1,4M de plus qu'en 2021. L'aéroport s'attend à accueillir environ 3M de passagers pour 2023, notamment en raison d'une légère augmentation des lignes ouvertes. En 2022, l'aéroport de Tallinn a desservi 42 destinations régulières et pourrait desservir quelques destinations supplémentaires cet été.

AirBaltic a annoncé son souhait d'augmenter le nombre de voyages entre Tallinn et Paris, en raison de la forte demande sur cette ligne. Aujourd'hui, AirBaltic relie les deux destinations à raison de deux fois par semaine. A compter de mars, cela pourrait être à raison de trois fois par semaine.

Infrastructures

- Rail Baltica

Le premier appel d'offres concernant la construction de la ligne principale de Rail Baltica en Estonie a été publié début janvier, pour la construction d'un segment de 9,4 km. Les premiers travaux sur la ligne principale débiteront à l'automne 2023, autour du futur terminal estonien de Rail Baltica. Plusieurs autres appels d'offres concernant cette ligne seront publiés dans les premiers mois de l'année. L'Estonie se fixe l'objectif d'avoir construit 30 km de voies d'ici à la fin de l'année 2023.

Dans le même temps, le quotidien *Postimees* a réalisé une évaluation du coût actuel du projet Rail Baltica pour l'Estonie. En raison de l'inflation, notamment des matériaux, le quotidien estime que le projet coûtera 1,8 Mds€ à l'Estonie. Cette inflation réactualise la question de la rentabilité de la ligne, sujet à débat en Estonie depuis plusieurs années.

- immobilier

En 2022, le nombre de transactions immobilières réalisées en Estonie s'est élevé à environ 61 000. C'est une baisse notable (-11 000 environ) par rapport à 2021, explicable par l'effet de base et par la hausse des prix. Cette hausse des prix est particulièrement visible à Tallinn, avec un prix moyen du m² situé à 2885€ – contre 1904€ dans le reste du pays. Les disparités régionales sont plus grandes que jamais : par exemple, le mètre carré coûte en moyenne 340€ dans le comté de Valga. Toutefois, Tallinn accueille 1/3 de la population estonienne et concentre la majorité des travailleurs internationaux.

Le secteur immobilier s'attend toutefois à vivre une période très difficile en 2023, avec une chute de la demande qui va s'accélérer. Plusieurs agences immobilières commencent à anticiper une chute des prix – similaire à celle observée en Suède.

Environnement

- forêt

L'Union estonienne des forêts privées considère que le projet de Parlement européen d'imposer des restrictions sur la biomasse ligneuse sapera la motivation des propriétaires de forêt à procéder à des coupes visant à améliorer la qualité de leurs forêts permettant de faire pousser des arbres de meilleure qualité. La directive prévoit d'imposer de nombreuses restrictions à l'utilisation du bois à des fins énergétiques, notamment de ne plus la considérer comme une source d'énergie renouvelable. Les coupes massives permettent de produire une forte quantité de bois qui permet d'une part de produire de l'énergie et d'autre part finance les coûts

d'entretien et d'amélioration de la forêt. L'association milite pour le retrait du terme de « biomasse ligneuse primaire » du texte.

Dans le même temps, les quotas de coupe de bois s'annoncent comme un enjeu des élections de mars 2023. L'actuel Ministre de l'Environnement, Madis Kallas (social-démocrate), a présenté le plan MAK30 (plan de gestion des forêts d'ici à 2030) propose une réduction du quota de coupe dès 2023, avec une cible située entre 9 et 11M m³ (contre une cible de 12M en 2022). Les conditions de coupe pourraient également être redéfinies. Toutefois, les autres partenaires de la coalition gouvernementale rejettent ce plan et souhaitent repousser les discussions autour de ce plan après les élections.

- *pollution maritime*

Le golfe de Finlande est la partie la plus polluée de mer baltique, à un niveau qui inquiète les chercheurs. Des scientifiques estoniens ont participé à des recherches visant à analyser le degré de contamination du golfe de Finlande. Sa partie orientale est particulièrement polluée, notamment car la Neeva et la Narva s'y jettent et y déversent des polluants, notamment les résidus de schistes bitumineux pour la partie estonienne. De plus, le golfe compte de grandes zones portuaires et un trafic maritime intense. Enfin, son enclavement limite la force des courants qui pourraient disperser la pollution. Par conséquent, la faune locale est menacée et tout particulièrement les phoques qui ont vu leur nombre décliner considérablement. Des études plus approfondies sont prévues.

Calendrier :

- **11 janvier 2023**, Conférence ENERGETIKA 2023 (Energie 2023), Bellevue Park Hotel Riga [Konferences - Dienas Bizness \(db.lv\)](#)
- **18-19 janvier 2023**, Conférence internationale [Railway Direction Days 2023](#), Varsovie
- **8 février 2023**, Conférence annuelle de Fermi Energia intitulée « [NUCLEAR IS THE SOLUTION](#) » à Tallinn, autour du développement des technologies SMR.
- **9 février 2023**, FORUM des affaires Lettonie – France, MEDEF - 55 avenue Bosquet, Paris 7. Les thématiques du Forum : Energie et technologies numériques. Voici [le lien](#) pour l'inscription.
- **15-16 février 2023**, Forum [ReBuild Ukraine 2023](#), Varsovie

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédacteurs : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga, SE de Vilnius, SE de Tallinn

Pour s'abonner : noemie.piaskowski@dgtrésor.gouv.fr